

MARCHE PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert
définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à
R.2161-5 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF)

Pouvoir adjudicateur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT IF), représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

Mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation et la création d'écrans acoustiques sur A3 à NOISY LE SEC

Marché public, passé au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert définie aux articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique

Le présent CCAP comporte 0 annexe.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES**

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1-1. Objet du marché	4
1-2. Titulaire du marché.....	4
1-3. Sous-traitance	4
1-4. Contenu de la mission	5
1-5. Décomposition en tranche	5
1-6. Intervenants	6
1-7. Caractéristiques des marchés de travaux.....	7
1-8. Dispositions générales.....	7
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	12
2-1. Pièces particulières	12
2-2. Pièces générales.....	12
ARTICLE 3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET Protection des données personnelles 12	
3-1. Obligation de confidentialité	12
3-2. Sites sensibles.....	12
3-3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)	13
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX 13	
4-1. Rémunération	13
4-2. Règlement des comptes	14
4-3. Variation dans les prix	17
ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D’ŒUVRE JUSQU’A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX.....	19
5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux.....	19
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux	19
5-3. Seuil de tolérance	19
5-4. Coût de référence des travaux	20
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire.....	20
5-6. Variantes pour les marchés de travaux	21

ARTICLE 6.	EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX.....	21
6-1.	Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement	21
6-2.	Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	21
6-3.	Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux	21
6-4.	Comparaison entre réalité et tolérance	22
6-5.	Travaux modificatifs ou supplémentaires	22
6-6.	Réduction pour dépassement du seuil de tolérance.....	22
6-7.	Suivi de l'exécution des travaux	23
6-8.	Ordres de service	23
6-9.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	23
ARTICLE 7.	DELAIS ET PENALITES	24
7-1.	Délai d'exécution	24
7-2.	Délais d'exécution des missions.....	25
7-3.	Délais des prestations et pénalités	25
ARTICLE 8.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	29
8-1.	Retenue de garantie	29
8-2.	Avances	29
ARTICLE 9.	CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	29
9-1.	Opération de vérification.....	29
9-2.	Achèvement de la mission.....	30
9-3.	Résiliation.....	30
ARTICLE 10.	CLAUSE SOCIALE D'INSERTION	31
ARTICLE 11.	DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	31

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2172-1, L.2432-1 et L.2432-2, et R.2172-1 à R.2172-6, et R.2432-1 à R.2432-6 du CCP, le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre en vue de réhabiliter des écrans acoustiques à Noisy le Sec dans le département de la Seine Saint Denis (93).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

En bordure de l'autoroute A3 au niveau de Noisy le Sec dans les deux sens, entre la RD40 à Romainville et l'avenue de Neuilly à Noisy-le-Sec, soit entre le PR3+200 et PR4+500, sur un linéaire d'environ 1 300m.

L'ouvrage à réaliser, conformément au CCTP, appartient à la catégorie des ouvrages d'infrastructure. Il se décompose de la manière suivante :

ECRAN 1	Réhabilitation sur fondation existante
ECRAN 2	Réhabilitation sur fondation existante
ECRAN 3	Réhabilitation sur fondation existante
ECRAN 3a	Ecran 3 sur ouvrage d'art (OA) de l'Avenir
ECRAN 3b	Ecran 3 sur OA du 18 Avril 44
ECRAN 4	Réhabilitation sur fondation existante
ECRAN 4a	Ecran 4 sur OA de l'Avenir
ECRAN 4b	Ecran 4 sur OA du 18 avril 44
ECRAN 5	Réhabilitation sur fondation existante
ECRAN 6	Ecran Neuf

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches, telles que désignées dans l'article 1-5 du présent CCAP, conformément aux dispositions des articles R.2113-4 à R.2113-6 du CCP.

Le budget des travaux C0 (enveloppe financière prévisionnelle) affectée par le maître d'ouvrage est indiqué dans l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

1-2. Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de "le maître d'œuvre", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement.

1-3. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché, en particulier compte tenu des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-après.

1-4. Contenu de la mission

La mission confiée au titulaire est constituée des éléments de mission définis par les articles R.2431-24 à R.2431-31 du CCP et complétés dans le CCTP. Ces éléments de mission, listés ci-après, sont considérés comme des **parties techniques**.

Les obligations à la charge du MOE issues des articles du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), s'appliquent au présent contrat.

1-4.1. Éléments de mission de base

DIA : Diagnostic

AVP : l'Avant-Projet

PRO : le Projet

ACT : l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des marchés de travaux ;

VISA : l'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs ;

DET : la direction de l'exécution des marchés de travaux ;

OPC : l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;

AOR : l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) des marchés de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;

Des missions complémentaires **MC** sont à prévoir :

MC1 : Recueil des données manquantes et appropriation des études antérieures

MC2 : Pilotage du programme d'investigations

MC3 : Pilotage des études géotechniques G2PRO

MC4 : Etablissement du dossier d'exploitation sous chantier (DESC)

MC5 : Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase conception

MC6 : Mise à jour du DESC en phase travaux

MC7 : Pilotage du contrôle extérieur

MC8 : Pilotage des études géotechniques G2ACT/G4

MC9 : Pilotage du déplacement des réseaux concessionnaires

MC10 : VISA renforcé pour les ouvrages d'art

MC11 : Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase travaux

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-5. Décomposition en tranche

Le présent marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme (TF)	Phase conception correspondant aux missions : DIA, AVP et PRO
Tranche optionnelle (TO1)	Phase travaux correspondant aux missions : ACT, VISA, DET, OPC et AOR

Le délai limite de notification, par décision du RPA, d'affermissement de la TO 1 est de 18 mois à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme.

Les éléments de mission complémentaires définis à l'article 1-4 du présent CCAP sont répartis par tranches comme suit :

Numéro de la mission	Titre de la mission	Tranches concernées
Mission complémentaire 1 (MC1)	Recueil des données manquantes et appropriation des études antérieures	TF
Mission complémentaire 2 (MC2)	Pilotage du programme d'investigations	TF
Mission complémentaire 3 (MC3)	Pilotage des études géotechniques G2PRO	TF
Mission complémentaire 4 (MC4)	Etablissement du dossier d'exploitation sous chantier (DESC)	TF
Mission complémentaire 5 (MC5)	Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase conception	TF
Mission complémentaire 6 (MC6)	Suivi du DESC en phase travaux	TO1
Mission complémentaire 7 (MC7)	Pilotage du contrôle extérieur	TO1
Mission complémentaire 8 (MC8)	Pilotage des études géotechniques G2ACT/G4	TO1
Mission complémentaire 9 (MC9)	Pilotage du dévoiement des réseaux concessionnaires	TO1
Mission complémentaire 10 (MC10)	VISA renforcé pour les ouvrages d'art	TO1
Mission complémentaire 11 (MC11)	Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase travaux	TO1

1-6. Intervenants

1-6.1. Mandataire du maître de l'ouvrage

Sans objet.

1-6.2. Maîtrise d'ouvrage de l'opération

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par :

Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)
Service de la Modernisation du Réseau (SMR) / Département des études générales et des voies réservées (DEGVR)
137 rue de l'Abbé Groult
75732 PARIS Cedex 15
(à partir de l'été 2025 : 21-23 rue Miollis, 75015 PARIS)

1-6.3. Conduite d'opération

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire appel à des AMO.

1-6.4. Contrôle technique et contrôle extérieur

Des contrôles extérieurs seront réalisés sur l'ensemble des travaux. Un programme de contrôle extérieur sera défini au démarrage des travaux par le titulaire au travers de la MC6.

1-6.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation sera communiquée au titulaire une fois la mission attribuée.

1-6.6. Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au titulaire.

1-6.7. Autres intervenants extérieurs au chantier

- Les services techniques des communes de Noisy le Sec et de Romainville
- Les exploitants routiers :
 - Arrondissement de gestion et d'exploitation de la route Nord (Etat/DiRIF) (AGER Nord)
 - Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (CD93)
 - Mairie de Noisy le Sec
- Etablissement Public territorial (EPT) Est Ensemble
- Métropole du Grand Paris (MGP)

1-7. Caractéristiques des marchés de travaux

Le maître d'ouvrage informera le titulaire, en temps utile, des caractéristiques des marchés des travaux et de leurs modes de passation.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

*Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.*

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

→ Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 30.1 du CCAG-MOE.

1-8.3. Responsabilités et Assurances

1-8.3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-8.3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Leurs polices doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants dès lors qu'ils sont adaptés au risque de l'opération, objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-8.3.3. Assurances de responsabilité civile décennale :

Le titulaire déclare être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants adaptés aux limites du marché de l'assurance :

- En matière de garanties dommage corporels sur le marché : 3,5 M€.

- En matière de garanties dommage matériels et immatériels sur le marché : 900 000 €.
- En matière d'assurance responsabilité civile décennale (RCD) sur un marché de travaux, les plafonds minimums de garantie par sinistre : 6 M€.

Le maître d’ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-8.3.4. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.1 du CCAG-MOE, pour justifier l'ensemble de ces garanties, l’attributaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l’exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d’Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu’il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu’elles n’ont fait l’objet d’aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.).

Le titulaire qui conçoit un ouvrage nécessitant des techniques non courantes s’engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l’extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l’un de ses sous-traitants), le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d’exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

Le maître d’œuvre doit demander aux entreprises titulaires des marchés de travaux de fournir les attestations tous les six mois.

1-8.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.5. Clauses sociales, environnementales

1-8.5.1. Clauses sociales

Le maître d’œuvre veillera à intégrer les objectifs d’insertion professionnelle qui seront imposés par le maître d’ouvrage en phase DCE pour le marché de travaux.

1-8.5.2. Clauses environnementales

La mission intègre les obligations relatives à la gestion des Déchets de Chantier au sens des articles L.541-1 à L.541-50 et L.542-1 à L.542-14 du code de l’environnement et de ses textes d’application.

Il est demandé au titulaire de prévoir la mise en œuvre de matériaux recyclés dans l’établissement du DCE pour le marché de travaux. Plus globalement, le titulaire devra intégrer les objectifs environnementaux qui lui seront imposés par le maître d’ouvrage en phase DCE du marché de travaux.

Les déplacements du titulaire devront, dans la mesure du possible, s’effectuer en transport en commun et en covoiturage. Pour éviter des déplacements non nécessaires au bon déroulement du projet et à la bonne exécution des missions du maître d’œuvre, les visioconférences seront privilégiées lorsque c’est possible.

1-8.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec le maître d'ouvrage, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 15 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification, en tant que représentant du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché, des décisions d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 21 du CCAG-MOE) ;
- Signature et notification des ordres de service (article 3.8 du CCAG-MOE) ;
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-MOE) ;
- Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-MOE) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- Vérifications qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 20 du CCAG-MOE).

1-8.7. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-MOE, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-MOE, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses courriels indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE ou via une messagerie électronique classique, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-MOE, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai, celui-ci ou ceux-ci commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2-1. Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 – Détail des prestations exécutées par chacun des cotraitants dans chaque élément de mission ;
 - Annexe n°2 – Décomposition financière par cotraitant dans chaque élément de mission ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- L'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) du maître d'œuvre ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation, non contractuelles et fournies à titre indicatif ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) remis par le candidat ;
- Le Schéma Organisationnel pour le respect de l'environnement (SOPRE) remis par le candidat.

2-2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

ARTICLE 3. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES ET CONFIDENTIELLES

3-1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG-MOE du 30 mars 2021, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie de l'article 7-3 à l'article 7-3.2 du présent CCAP.

3-2. Sites sensibles

Sans objet

3-3. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 7-3.2.3 du présent CCAP.

ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4-1. Rémunération

4-1.1. Généralités

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

4-1.2. Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

4-1.3. Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 14 du CCAG-MOE et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission et en fonction du coût des éléments de mission du marché.

Les coûts unitaires utilisés pour le calcul de la rémunération adaptée sont ceux figurant dans la décomposition du forfait initial, annexée à l'acte d'engagement.

La rémunération est revue exclusivement pour les éléments de mission impactés par les modifications.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

4-2. Règlement des comptes

4-2.1. Modalités de transmission et de paiement

4-2.1.1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Un projet de décompte vierge sera transmis au prestataire avant l'établissement de chaque état d'acompte. Le prestataire devra le remplir sans changement de mise en forme ni modification du fichier xls.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" fourni par le Maître d'Ouvrage après la notification du marché est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

Le titulaire devra informer le maître d'ouvrage du dépôt de sa facture sur Chorus Pro.

4-2.1.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter du dépôt de la demande de paiement sur Chorus à condition que les prestations ont bien été réalisées et que la demande est réalisée en bonne et due forme.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, **majoré de huit points de pourcentage**.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission DIA :

(1)	Exigibilité
50%	Après réception du document minute relatif à l'état des lieux des éléments structurants
50%	Après validation de l'élément de mission DIA par le RPA

Élément de mission AVP :

(1)	Exigibilité
50 %	Après réception du document minute de l'élément de mission par le RPA
25 %	Après réception du document finalisé de l'élément de mission par le RPA
25 %	Après validation de l'AVP par le RPA

Élément de mission PRO :

(1)	Exigibilité
50 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA et validation du PRO
25 %	Après réception du document finalisé de l'élément de mission par le RPA
25 %	Après validation de l'AVP par le RPA

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
50 %	Après réception par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises (DCE).
10%	Après validation par le maître d'ouvrage du Dossier de Consultation des entreprises final (DCE)
30 %	A la validation du rapport de l'analyse des offres
10 %	Après la notification des marchés de travaux

Élément de mission VISA :

(1)	Exigibilité
100 %	En fonction de l'avancement des visas des plans d'exécution

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
100%	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles proportionnellement au montant des travaux exécutés.

Élément de mission OPC :

(1)	Exigibilité
30%	Après notification à l'ensemble des entrepreneurs du calendrier détaillé d'exécution des travaux.
60%	Au prorata de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes mensuels sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux et du calendrier détaillé d'exécution mis à jour.
10 %	A l'issue des opérations préalables à la réception du dernier marché de travaux de la tranche concernée.

Élément de mission AOR :

(1)	Exigibilité
20%	A la réception du PV des OPR
30%	Après réception par le maître d'ouvrage de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)
30%	Après la réception par le maître d'ouvrage de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressées par le titulaire et intégration des documents à la médiathèque.
20 %	Au terme de la garantie de parfait achèvement.

Élément(s) de mission complémentaire(s) :

	(1)	Exigibilité
MC1	100 %	à la validation par le RPA du rapport des données manquantes et du programme des investigations à réaliser
MC2	30%	à la remise du rapport de caractérisation du béton
	70%	A la remise des autres rapports
MC3	100 %	à la remise du rapport G2 PRO
MC4	100 %	Après approbation par le RPA du DESC
MC5	100%	Après approbation par le RPA du PRO
MC6	100 %	Suivant avancement des mises à jour du DESC
MC7	30 %	à la remise du programme des contrôles extérieurs à réaliser
	70%	Suivant avancement des contrôles en chantier
MC8	40%	à la remise du rapport G2 ACT
	60%	à la fin de la mission G4
MC 9	100%	A l'avancement du chantier
MC10	100%	A l'avancement du chantier
MC 11	100 %	A la réception du PV des OPR

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

MC1 : Recueil des données manquantes et appropriation des études antérieures

MC2 : Pilotage du programme d'investigations

MC3 : Pilotage des études géotechniques G2PRO

MC4 : Etablissement du dossier d'exploitation sous chantier (DESC)

MC5 : Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase conception

MC6 : Suivi du DESC

MC7 : Pilotage du contrôle extérieur

MC8 : Pilotage des études géotechniques G2ACT/G4

MC9 : Mission VISA renforcé pour les ouvrages d'art

MC10 : Pilotage du dévoiement des réseaux des concessionnaires

MC11 : Assistance à la communication institutionnelle et auprès des riverains et usagers en phase travaux

4-2.3. Énumération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le forfait définitif de rémunération, il est procédé, si nécessaire, à l'occasion du paiement du premier acompte postérieur à la notification de cet avenant, à un réajustement du montant des éléments de mission payés sur la base du forfait provisoire.

4-2.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-MOE, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage.
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis de dépôt ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4-2.5. Acompte

1. Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée selon les modalités de l'article 4-2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1-4 et 4-2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

2. Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte, conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG-MOE.

3. Demande de paiement finale et décompte général définitif

La demande de paiement finale, le décompte final et le décompte général sont établis et transmis entre le titulaire et le représentant du maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4-3. Variation dans les prix

Les prix sont révisables en application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4-3.1. Modalités de variation

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4-3.3 et 4-3.4.

Les indemnités d'attente et de dédit, les pénalités et les primes sont établies hors TVA et sont affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix selon les mêmes modalités que les prix du marché. Les autres indemnités et les retenues ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

4-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0). Il s'agit du mois précédent la date de remise des offres pour la présente consultation.

4-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie publié par l'Insee.

4-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4-2.2 est dû au titulaire.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux **C** est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme et fournie au titre de l'élément Projet.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **mo** fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux **C** sur la base des études de Projet.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle **C0** affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

Si le coût prévisionnel des travaux **C** proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément Projet est supérieure à l'enveloppe financière prévisionnelle **C0**, le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'estimation citée ci-dessus.

Après approbation de l'élément Projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le titulaire s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini au 4-1.3 ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti du taux de tolérance suivant :

Travaux	Taux
Total	10%

5-3. Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au titulaire lors de l'établissement des prestations de chaque élément de mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

5-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations et le compare au seuil de tolérance prévu à l'article 5.3.

Si l'opération fait l'objet de plusieurs consultations décalées dans le temps, le seuil de tolérance est déterminé par consultation. Si ce seuil est dépassé, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de relancer la consultation.

Le seuil de tolérance global sera décomposé pour chaque consultation par voie d'avenant lors de la validation des études de projet.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement **Cr** défini ainsi :

$$Cr = TP02e0-6 / TP02t-6$$

avec : TP02e0-6 = Valeur de l'index TP02 au mois m0 moins 6 mois ;

TP02t-6 = Valeur de l'index TP02 au mois m0 moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

TP02 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS - Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

– Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

– Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

5-6. Variantes pour les marchés de travaux

Le titulaire propose le cas échéant les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage (prestations supplémentaires éventuelles ou solutions alternatives) auxquelles devront répondre les entreprises.

Le titulaire propose au maître d'ouvrage d'autoriser ou non les variantes à l'initiative des entreprises, y compris celles permettant l'utilisation de matériaux recyclés. Dans le cas de variante, il propose les exigences minimales à respecter.

ARTICLE 6. EXÉCUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE APRÈS LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa présente mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'/les entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement **Cr** défini ainsi :

$$Cr = TP02e0-6 / TP02t-6$$

avec : TP02e0-6 = Valeur de l'index TP02 au mois m0 moins 6 mois ;

TP02t-6 = Valeur de l'index TP02 au mois m0 moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

TP02 : Index général TP

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le titulaire s'engage à respecter.

6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un taux de tolérance de 10 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement **Cr** tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5.1. Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1.3. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux définis à l'article 6-4 ci-dessus.

6-5.2. Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du RPA.

Les décisions du RPA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le RPA.

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le titulaire supporte une réduction égale à :

$$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-4 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre, il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de vingt jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

6-8. Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois, les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le titulaire qu'après décision du RPA prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le titulaire à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Pour faciliter le traitement comptable, les ordres de service doivent être numérotés rigoureusement par ordre d'émission, sans doublon ou numéro manquant. Le titulaire transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile conformément à l'article 7-2 du CCAP.

6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-9.1. Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

6-9.2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

B - Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- chaque version des calendriers détaillés d'exécution.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.

Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :

Le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;

Commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le titulaire, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- avisé par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

ARTICLE 7. DELAIS ET PENALITES

7-1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est mentionné à l'article 3 de l'acte d'engagement.

7-2. Délais d'exécution des missions

Les délais globaux pour chaque mission et leurs éléments de missions sont présentés dans le tableau ci-dessous. Ils n'incluent pas les délais de contrôle réalisés par le RPA mais ils incluent les délais de reprise des documents. Ces délais sont donnés à titre indicatif :

Tranche	Mission	Délais de réalisation
TF	DIA	8 mois pour la réalisation de l'ensemble de ces 3 missions
	AVP	
	PRO	
TO1	ACT	3 mois
	VISA	3 mois
	DET/OPC	26 mois
	AOR	2 mois
TF	MC 1	14 jours
	MC 2	<i>Sera précisé en cours de marché</i>
	MC 3	G2- PRO : 1 mois
	MC 4	20 jours
	MC 5	<i>Dans le respect de l'avancement des études</i>
TO 1	MC 6	<i>Au fur à mesure de la réalisation des travaux</i>
	MC 7	<i>Suivant délais de réalisation de la prestation du contrôle extérieur</i>
	MC 8	Fourniture de : <ul style="list-style-type: none"> • G2-DCE/ACT : 2 mois • G4 au fur à mesure de la réalisation des travaux • Pour les autres rapports : 1 mois
	MC 9	<i>Sera précisé en cours de marché</i>
	MC 10	<i>Dans le respect de l'avancement des travaux</i>
	MC 11	<i>Dans le respect de l'avancement des travaux</i>

7-3. Délais des prestations et pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE, chaque prestation fait l'objet de pénalités journalières. Les délais par défaut ainsi que les valeurs des pénalités applicables par défaut sont présentés ci-après.

Elément de mission	Tâche	Délai par défaut	Pénalités journalières par défaut
Général	Elaboration d'un compte-rendu de réunion	5 jours calendaires après la réunion	150,00 €
DIA	Rapport synthétique de l'état des lieux des structures porteuses	60 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la mission	1000,00 €
	Rapport synthétique de l'état	15 jours calendaires à compter de la	

	des lieux après reprise	transmission de l'avis du maître d'ouvrage	500,00 €
AVP	AVP Phase 1	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de l'AVP Phase 1	1000,00 €
	AVP Phase 1 après reprise(s)	15 jours calendaires à compter de la transmission de l'avis du maître d'ouvrage	1000,00 €
	AVP Phase 2	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de l'AVP Phase 2	1000,00 €
	AVP Phase 2 après reprise(s)	15 jours calendaires à compter de la transmission de l'avis du maître d'ouvrage	1000,00 €
PRO	PRO	60 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification du PRO	1000,00 €
	PRO après reprise(s)	15 jours calendaires à compter de la transmission de l'avis du maître d'ouvrage	1000,00 €
ACT	Rédaction du/des DCE(s)	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service	1000,00 €
	Analyse des candidatures	10 jours calendaires à compter de la date d'ouverture des plis	500,00 €
	Analyse des offres	20 jours à compter de la date d'ouverture des plis	500,00 €
	Mise au point des dossiers marchés	10 jours calendaires à compter du lancement de la mise au point	250,00 €
VISA	Première présentation au VISA	15 jours calendaires à compter de la première présentation	500,00 €
	Présentation après modification(s)	5 jours calendaires à compter de la demande de modification	150,00 €
DET	Elaboration d'un compte-rendu de réunion ou rendez-vous de chantier	3 jours calendaires après la réunion ou le rendez-vous	150,00 €
	Constats	2 jours calendaires après le constat	150,00 €
	Ordre de service pour l'entreprise	Entre la date où l'OS aurait dû être délivré et la date d'envoi de l'OS	500,00 €
	Notification des décisions	5 jours calendaires après la prise de décision du RPA	150,00 €
	Mémoires de réclamation	21 jours calendaires après réception	150,00 €
	Etat d'acompte	7 jours calendaires à compter de la date de dépôt sur Chorus Pro du projet de décompte par l'entreprise	300,00 €
	Projets de décomptes finaux et soldes	*	300,00 €
	Demande d'acceptation des sous-traitants	5 jours calendaires après réception de la demande de l'entreprise	150,00 €
OPC	Calendrier des documents d'exécution	5 jours calendaires après la réunion ou le rendez-vous de chantier	150,00 €
	Calendrier détaillé d'exécution	5 jours calendaires après la réunion ou le rendez-vous de chantier	300,00 €
	Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours calendaires après la réunion ou le rendez-vous de chantier	150,00 €
	Elaboration d'un compte-rendu d'avancement des études/travaux	5 jours calendaires après la réunion ou le rendez-vous de chantier	150,00 €
	Suivi financier des marchés de travaux	5 jours calendaires après la demande du maître d'ouvrage	150,00 €
AOR	OPR	20 jours calendaires à compter de la date de réception de la proposition de réception de la part du titulaire du marché de travaux	300,00 €
	Proposition de réception	5 jours calendaires à compter de la date de signature du PV des OPR	150,00 €
	Vérification du DOE	20 jours calendaires à compter de la date de réception du DOE	300,00 €
	Examen des désordres	10 jours calendaires à compter de la notification des désordres	150,00 €

	PV de levée des réserves	5 jours calendaires à compter de la date de signature du PV de levée des réserves	150,00 €
MC1	Elaboration du rapport relatif à cette mission	5 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la MC2	300,00 €
MC2	Elaboration des rapports relatifs à cette mission	60 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de MC2	300,00 €
MC3	Elaboration du rapport relatif à cette mission	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de G2-PRO	300,00 €
MC4	Elaboration du DESC	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la MC4	300,00 €
MC5	Elaboration d'un compte-rendu de réunion	5 jours calendaires après la réunion	150,00 €
MC6	Plan de contrôle extérieur	20 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la MC3	300,00 €
MC7	Elaboration de chaque rapport relatif à cette mission	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de chacune des missions G2-DCE/ACT et G4	300,00 €
MC8	Elaboration de chaque rapport relatif à cette mission	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de chacune des missions G2-DCE/ACT et G4	300,00 €
MC9	Première présentation au VISA	15 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la MC9	500,00 €
MC10	Planning travaux de dévoiement réseaux	30 jours calendaires à compter de l'ordre de service de notification de la MC10	500,00 €
MC11	Elaboration d'un compte-rendu de réunion	5 jours calendaires après la réunion	150,00€

Ces délais pourront, éventuellement, être modifiés par un planning rendu contractuel ou par voie d'avenant.

** jusqu'à la plus tardive des deux dates suivantes :*

- 15 jours calendaires après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours calendaires après la publication de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde.

7-3.1. Pénalités

7-3.1.1. Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

Sans objet.

7-3.1.2. Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-7 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

7-3.1.3. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.8.-3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

7-3.1.4. Pénalité pour non-respect des clauses environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales prévues dans le SOPRE ou des objectifs environnementaux fixés à l'article 13.4 du CCTP, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 1000€.

7-3.1.5. Pénalité pour non-respect du délai de traitement des états d'acomptes des marchés travaux

Pénalité pour retard dans le traitement d'un projet de décompte :

Le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 7 jours à compter de la réception de la demande du titulaire. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux et les transmettre au maître d'ouvrage via Chorus, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour de retard.

De plus, en cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage, cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

Dans le cas où le retard du maître d'œuvre n'a pas conduit à des intérêts moratoires pour le maître d'ouvrage, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros Hors Taxes) par projet de décompte mensuel ou final non validé sous CHORUS PRO dans le délai de 7 jours calendaires suivant le dépôt par l'entreprise sous CHORUS PRO.

Pénalité pour défaut de contrôle d'un projet de décompte ou transmission d'un projet de décompte incomplet.

La validation d'un projet de décompte irrecevable au regard des dispositions définies par le document Notice « Renseignement d'un projet de décompte 'GEMME' » (Annexe X) ou la transmission d'un projet de décompte incomplet, impliquant son rejet par le maître d'ouvrage, entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 500 € HT (cinq cent euros Hors Taxes) par projet de décompte non conforme et par transmission défectueuse.

7-3.1.6. Autres pénalités de retard

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sur simple constatation par le RPA, les pénalités de retard décrites ci-après :

- en cas de retard dans l'exécution des prestations ;
- en cas d'exécution non satisfaisante (mauvaise exécution) des prestations dans les délais prescrits.

Par conséquent, si les prestations ne sont pas effectuées dans les délais contractuels, ou en cas d'exécution non satisfaisante dans les délais prescrits, le titulaire sera passible d'une pénalité calculée conformément à l'article 16.2 du CCAG-MOE.

Les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \cdot R / 3000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par ailleurs, en cas de manquements répétés, le RPA se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

8-1. Retenue de garantie

Sans objet.

8-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à : 5%

Si le titulaire est une PME, l'avance sera portée à 30 % (R.2191-7 du CCP).

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9-1. Opération de vérification

9-1.1. Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RPA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, ppt, doc, xls, dwg].

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

9-1.2. Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation en l'état ou avec observations par le RPA si ce dernier considère que les observations sont mineures, des documents d'études correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché.

Pour l'acceptation, le RPA décide si les observations sont mineures et si les documents d'études doivent être repris.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation n'est pas pour autant considérée comme admise.

9-1.2.1. Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG-MOE et soumis aux dispositions de l'article 7-2.1 ci-dessus.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

9-1.2.2. Réfaction

La décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG-MOE. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

9-1.2.3. Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG-MOE qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le titulaire, des mêmes délais que ceux indiqués à l'article 9.1.2.

9-1.3. Délais de vérification des autres documents présentés par le titulaire

L'article 20.2 du CCAG-MOE s'applique.

9-2. **Achèvement de la mission**

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- L'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- La levée de la dernière réserve ;
- L'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

Ou

- Lorsque le RPA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.
- L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire.

9-3. **Résiliation**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 31 inclus du CCAG-MOE, avec les précisions décrites dans les articles 9-3.1 à 9-3.3 ci-après.

9-3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-MOE est fixé à 5 %.

9-3.2. Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate

par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

9-3.3. Autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-8.3.4	déroge à l'article	9.1 du CCAG
CCAP 1-8.7	complète l'article	3.1 du CCAG
CCAP 4-2.4	complète l'article	12.2 du CCAG
CCAP 7-3	déroge aux articles	16.2.1, 16.2.2 et 16.2.4 du CCAG

b) Normes françaises homologuées

Sans objet

c) Autres normes

Sans objet